

## **Libertés et droits, éducation, universités et recherche, services publics,... une responsabilité syndicale à la veille du 6 mai**

Les déclarations de Nicolas Sarkozy appelant à « liquider l'héritage de mai 1968 » -mouvement social qui aurait selon lui conduit à confondre le bien et le mal, le beau et le laid... et à légitimer le comportement amoral des patrons s'octroyant des « indemnités de départ » dépassant plusieurs centaines de fois le SMIC-heurtent bien au-delà des universitaires. Les propos populistes et anti intellectuels du candidat de la droite libérale visent à décrédibiliser sur le fond toutes les formes de réflexions scientifiques et critiques que nous forgeons dans les établissements d'enseignement supérieur. Les contrevérités sur certains prétendus « gènes de la délinquance », sur les sciences humaines, sur la place des « lettres » (voir ci-dessous) signent un discours frontalement hostile à la démarche et au rayonnement universitaires. Les surenchères sur les conditions d'entrée en France (préalable de la langue) portent à la stigmatisation des étrangers et dressent des barrages aux libres coopérations scientifiques.

Le SNESUP ne peut rester indifférent.

Les importantes et dynamiques manifestations du 1<sup>er</sup> mai témoignent de la résistance et de la volonté de mettre en échec les politiques sécuritaires et libérales du candidat de la droite et du monde patronal. Il faut battre le candidat N. Sarkozy, comptable du bilan éducatif et social désastreux des gouvernements Raffarin et Villepin.

Une autre politique est possible que celle qui casse les services publics, qui ne remplace qu'un sur deux des fonctionnaires partant à la retraite, qui vise à faire exploser l'enseignement supérieur, en privatisant, déréglementant recherche et universités, en cassant les statuts des personnels.

A la veille du second tour du scrutin présidentiel, le SNESUP appelle les universitaires à prendre la mesure des enjeux, des risques de régression en matière de libertés et de statuts, du retour en pire du mandarinat, de l'autoritarisme, de cursus ségrégatifs. Il prend acte des déclarations de Ségolène Royal, ce 2 mai, en faveur des services publics, des emplois à rétablir pour la rentrée 2007 et rappelle la déclaration du bureau national du 24 avril dernier :

*« Les institutions actuelles réduisent le choix du 6 mai. Sans adhérer à toutes les propositions de la candidate, et malgré l'opposition du SNESUP à certaines (autonomie accrue des établissements, régionalisation du supérieur, ...), notre syndicat invite à utiliser le bulletin S. Royal pour faire barrage à la droite et à l'extrême-droite. En tout état de cause, le mouvement syndical a et aura un rôle majeur à jouer. Le SNESUP y contribuera. »*

(\*)"Le contribuable n'a pas forcément à payer vos études de littérature ancienne si au bout il y a 1 000 étudiants pour deux postes. L'Etat financera davantage de places dans les filières qui proposent des emplois que dans des filières où on a 5 000 étudiants pour 250 emplois. Les universités auront davantage d'argent pour créer des filières dans l'informatique, dans les mathématiques, dans les sciences économiques. Le plaisir de la connaissance est formidable, mais l'Etat doit se préoccuper d'abord de la réussite professionnelle des jeunes."

(N Sarkozy dans "20 minutes" du 16 avril).

=====

**Rappel :** *Un scrutin peut en cacher un autre ! Envoyez vos actes de candidature sans délai pour les prochaines élections dans les sections du CNU.  
Voir modèle sur [www.snesup.fr](http://www.snesup.fr), questions à [cnu@snesup.fr](mailto:cnu@snesup.fr).*